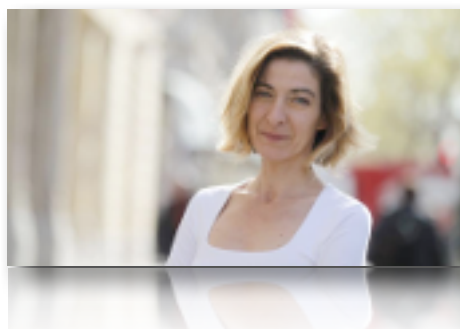


La Chapelle-Pajol : l'aveuglement des élus sur le choc des cultures

FIGAROVox/ANALYSE - Pour Céline Pina, l'ambiguïté du positionnement des élus sur le cas de la Chapelle-Pajol révèle leur incapacité à défendre les libertés fondamentales des femmes lorsqu'elles sont remises en cause.



Ancienne élue locale, Céline Pina est essayiste et militante. Elle avait dénoncé en 2015 le salon de "la femme musulmane" de Pontoise et a récemment publié *Silence Coupable* (éditions Kero, 2016). Avec Fatiha Boutjalhat, elle est la fondatrice de "Viv(r)e la République", mouvement citoyen laïque et républicain appelant à lutter contre tous les totalitarismes et pour la promotion de l'indispensable universalité de nos valeurs républicaines.

Cela se passe en France, à Paris, dans le XVIIIème arrondissement. A vol d'oiseau, très peu de kilomètre séparent la zone La Chapelle-Pajol et les lieux de pouvoirs que sont l'Assemblée nationale, l'Élysée, Matignon et pourtant nous ne sommes déjà plus dans le même monde. On se demande même si nous sommes encore dans le même pays. Dans les beaux quartiers de la capitale, la femme vit tête nue, active et indépendante ; dans les zones de relégation, le standard de la femme, c'est le voile, sinon il faut marcher vite et les yeux baissés.

L'envahissement et l'occupation des espaces publics par des hommes jeunes, désœuvrés, migrants ou clandestins font peser sur les femmes une chape de plomb: regards concupiscent, sifflets, harcèlements, insultes, à tel point que sortir de chez elles ou traverser cet espace pour se rendre au travail est devenu un calvaire. Elles sont nombreuses à témoigner, comme elles l'ont fait pour l'article du *Parisien*. Au-delà des trafics et deals qui sont monnaie courante depuis des années, elles dénoncent une pression qui s'exerce sur les femmes et ne cessent de monter depuis un peu plus d'un an.

Les femmes sont en première ligne car c'est à elles qu'est contestée la liberté d'aller et venir librement, parce que pour certains hommes, cette liberté ne va pas de soi.

Les femmes sont en première ligne dans ces histoires car c'est à elles qu'est contestée avant tout la liberté d'aller et venir librement dans l'espace public, parce que pour certains hommes, cette liberté ne va pas de soi. Il n'y a pas que la concentration de testostérone qui pose problème ici, mais la représentation de la femme, éternelle mineure, "champ à labourer" pour les hommes. Cette femme, réduite culturellement et culturellement à un sexe et à une fonction n'a de place que dans la sphère de l'intime ; à l'extérieur elle est dérangeante, déplacée, provocatrice et, puisqu'elle montre, en voulant exister dans l'espace public qu'elle ne se respecte pas, pourquoi la respecter? Une partie du conflit qui se joue à la Chapelle nous parle de ces réalités-là. Mais elles sont tellement dérangeantes à regarder en face que les élus concernés sont incapables d'avoir une parole forte sur une situation pourtant aussi inacceptable que révélatrice de l'impuissance dans laquelle se place le politique dès qu'il s'agit d'incarner les principes et idéaux de la république ou simplement de faire respecter l'ordre public.

C'est ainsi que face à des atteintes qui abîment au quotidien ces droits et libertés fondamentales que sont l'égalité de droit entre les hommes et les femmes, la liberté d'aller et venir ou le respect de son intégrité morale et physique, l'indignation est restée très mesurée quand ce n'est pas le silence qui l'a emporté.

Quelqu'un pourrait-il signaler à la secrétaire d'état aux droits des femmes qu'il y a là un sujet qui la concerne. Son silence sur un tel dossier est une gifle envoyée à toutes les femmes. Une polémique a eu lieu pour savoir si, symboliquement, il n'aurait pas été mieux de faire du droit des femmes un ministère de plein exercice plutôt qu'un secrétariat d'état. L'affaire de La Chapelle nous montre que le design du flacon emporte peu, quand la bouteille est vide.

Pour éviter de regarder en face les soubassement culturels et culturels qui expliquent ce qui se joue à La Chapelle, la machine à minimiser les faits et à nier le réel fonctionne à plein.

L'indifférence du gouvernement face à ces atteintes lourdes portées à la liberté des femmes, sujet manifestement on ne peut plus annexe, vaut incitation à continuer à contester notre modèle social par le biais de la restriction de la liberté des femmes, puisque pour éviter de regarder en face les soubassement culturels et culturels qui expliquent ce qui se joue sur les trottoirs de La Chapelle, la machine à minimiser les faits et à nier le réel fonctionne à plein.

Ainsi nous avons eu droit au maire du XVIIIème arrondissement qui ne reconnaît les difficultés, que pour mieux relativiser leur importance:

"Que des femmes soient agressées, je l'ai constaté. Mais je ne suis pas sûr que ce soit le cœur du sujet",

ou à Anne Hidalgo qui propose des "marches exploratoires" et un travail sur l'aménagement et l'animation de l'espace public. Lutter contre le sexisme grâce à l'aménagement urbain, il fallait y penser!

Remplacez juste une seconde, **sexisme** par **racisme**. Oserait-on dire que la réponse à ces atteintes à la dignité humaine réside dans la réaménagement des rues ou la largeur des trottoirs?

Non seulement nul ne se le permettrait, mais celui qui l'oserait serait cloué au pilori. Mais comme la question des femmes et de leurs droits questionne directement à la fois les représentations du

monde de certains réfugiés pour qui l'égalité des sexes n'existe pas dans leur culture d'origine mais témoigne aussi de l'offensive d'une idéologie islamiste qui radicalise la pratique religieuse en Orient comme en Occident et fait de la question de la femme, un test de résistance au dévergondage des sociétés occidentales et le cheval de Troie des accommodements raisonnables, la Maire de Paris comme le Maire du XVIIIème sont tétanisés. Par crainte d'être accusés de racisme, ils n'osent plus s'attaquer au sexisme et finissent par alimenter les deux.

A Pajol, c'est un conflit de valeurs qui se déroule sous nos yeux, mettant en scène des représentations du monde différentes, dont l'une n'a pas sa place en France.

Non seulement cette attitude minimise la violence symbolique et réelle que constitue le refus de la présence de la femme dans l'espace public et l'expression de ce refus sous la forme du harcèlement et de l'insulte, mais elle n'aide pas non plus les migrants car elle empêche que soit abordés de front la question de leur intégration dans un monde dont ils ne connaissent pas les codes, si aucune exigence n'est posée.

Les politiques qui se sont exprimés sur ce dossier, en jouant l'aveuglement, évitent de se poser les bonnes questions sur les comportements à exiger de la part de ceux qui sont accueillis, sur l'éducation à donner à des personnes qui n'ont pas les clés pour trouver leur place dans une société laïque et égalitaire. A Pajol, c'est un conflit de valeurs qui se déroule sous nos yeux, mettant en scène des représentations du monde différentes, dont l'une n'a pas sa place en France: celle qui refuse l'égalité et la liberté à la femme à raison de son sexe.

A refuser de s'attaquer aussi à cette dimension du problème, certains élus favorisent ainsi tous les amalgames en donnant l'impression qu'ils refusent de trier le bon grain de l'ivraie. Le tri n'étant pas fait, la méfiance s'étend alors sur l'ensemble d'une population. Le pire c'est sans doute la condescendance que cache cette attitude qui signifie en creux que nos libertés publiques et notre égalité ne sauraient être désirables ou accessibles à ces populations, trop frustrés pour pouvoir les comprendre.

Alors certes, la dimension purement sécuritaire est abordée et les interventions policières seront renforcées, mais elles ne feront pas sens si, dans le même temps, les politiques ne paraissent pas se tenir aux côtés de leur population, réaffirmant les limites de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas, qui que l'on soit, d'où que l'on vienne, faisant vivre les principes basiques de notre société contre ceux qui les remettent en cause, par archaïsme ou par idéologie.

De surcroît, les opérations de police à répétition, si elles n'aboutissent pas à des sanctions et à des expulsions, peuvent renforcer encore plus le sentiment d'insécurité et le sentiment d'abandon des riverains. Car la question ne se pose pas seulement en terme d'insécurité. A La Chapelle, deals et trafics ont toujours tenu le haut du pavé. Là c'est une insécurité spécifique qui est dénoncée, celle où le seul fait d'être une femme et de vous vêtir normalement suffit à vous déconsidérer et à vous mettre en danger.

Seul un élu a la légitimité pour poser une limite symbolique : rien ne justifie ni ne permet qu'une telle attitude envers les femmes soit tolérée.

Et parce que les élus ne veulent pas affronter ces questions, parce qu'ils ont peur de se faire traiter de racistes, leur parole non seulement ne transmet rien mais devient contre-productive. N'importe

quel technicien assisté d'un médiateur peut réaliser des aménagements urbains. Seul un élu a la légitimité pour poser une limite symbolique: rien ne justifie ni ne permet qu'une telle attitude envers les femmes soit tolérée. Notre société est fondée sur l'idée que les êtres humains sont égaux en droit et en dignité, qu'il n'existe pas de hiérarchie fondée sur le sexe, la couleur de la peau ou la religion en matière de citoyenneté, pourquoi quand cet idéal est très concrètement attaqué, nos représentants ne trouvent-ils pas les mots pour le défendre?

Si cette limite symbolique là n'est pas assumée au plus haut niveau, alors les institutions sont affaiblies dans leur légitimité à agir et contestées sur le terrain: la faiblesse publique augmentant la pression des intérêts privés et désarmant l'affirmation de l'intérêt général.

Si le développement du sexisme et le recul des libertés des femmes dans certains territoires de notre République sont considérés comme un détail par ceux-là mêmes qui devraient s'en indigner, si la lutte contre le sexisme devient une prise de risque et si l'omerta s'installe au plus haut niveau de l'Etat, alors c'est un signal fort que l'on envoie à tous les entrepreneurs du séparatisme, du sexisme et du racisme: continuez à avancer vos pions, il n'y a plus personne pour défendre ce qui fait l'universalisme des Lumières et l'égalité en dignité des hommes.

L'augmentation de la pression sur les femmes n'est pas qu'une question de misère sociale, même si cette pauvreté et sa concentration alimentent et nourrissent également le repli communautaire, c'est aussi et surtout une question qui a une dimension culturelle, culturelle et idéologique. Elle se niche dans une représentation du monde où les êtres humains ne sont pas égaux en droit parce qu'ils ne sont pas en dignité. Refuser de le voir est calamiteux, être un représentant du peuple et refuser de le dénoncer et de le combattre est dangereux: c'est tourner le dos à ces idéaux qui nous ont construits comme Nation et révélés en tant que peuple.

La rédaction vous conseille

- Femmes chassées des rues dans le quartier Chapelle-Pajol: le cri d'alarme de Céline Pina
- "La véritable domination masculine se trouve dans les territoires perdus de la République"

Cette situation SI ELLE ETAIT AVEREE, ferait, me semble-t-il, également écho à un phénomène plus radical de contestation des droits des femmes, manifeste aux USA depuis l'émergence des néo-conservateurs type "tea-party" et il a produit une attaque systématique des droits conquis par les femmes dans la société d'après-guerre où elles se sont installées avec l'ambition légitime d'être reconnues leurs égaux.

Le problème devient plus délicat dans la mesure où la situation dénoncée par la droite est contestée par des résidentes de ces quartiers en laquelle elles voient une manipulation à visée électoraliste. Lire ci-dessous.

21 mai 2017

Par La Chapelle en Lutte

Blog : Le blog de La Chapelle en Lutte

Les habitantes du quartier La Chapelle répondent au journal 'Le Parisien', par F. Roy

Reprenant une campagne de stigmatisation des réfugiés orchestrée par les Républicains, un article du *Parisien* prétend que le quartier La Chapelle (18^e arrondissement) serait dangereux pour les femmes. Les habitantes répondent dans une vidéo: le problème ce n'est pas les réfugiés, c'est votre propagande xénophobe qui salit notre vie de quartier !

Un article sorti dans le *Parisien* en fin de semaine affirme qu'une partie du quartier La Chapelle serait interdite aux femmes par la présence de trop nombreux hommes dans la rue, pour ne pas parler des réfugiés. L'article est immédiatement repris par les médias, comme *RTL*, *France Info*... Et vendredi 19 mai 2017 le collectif *SOS La Chapelle*, des élus LR et Valérie Péresse se réunissent aux pieds du métro La Chapelle pour en appeler à l'intervention immédiate du nouveau gouvernement. Valérie Péresse propose aussi une aide à la sécurité à tous ceux qui ont peur. Un budget sorti tout droit des caisses du Conseil régional d'Île de France et dont la Mairie de Paris ne voudrait pas selon Mme Péresse. Bref, le feu aux poudres.

Pourtant les habitantes ne reconnaissent pas leur quartier dans ces propos et "ne se sentent pas concernées".



Les femmes de la chapelle © F. Roy/ Salaam Quand même

<https://youtu.be/nknOm2Ect7E>

Elles expriment être "mal à l'aise" non pas par la présence des migrants, qui sont discrets et plutôt protecteurs envers les femmes, mais vis à vis de cette polémique qui a pris une dimension nationale en quelques heures. Elles ne comprennent pas ce qu'elles nomment être une "manipulation" dont les visées sont "clairement politiciennes à l'approche des législatives", et dont les propos sont étonnement repris par tous les média sans contre-enquête.

► Lire aussi : Nous femmes du 18e, La Chapelle, Pajol, Barbès...